



Séance ordinaire du lundi 30 septembre 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le trente septembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Logement

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Laurent JAOU, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Joël RAYMOND, René REVOL, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Clare HART, Sonia KERANGUEVEN, Alex LARUE, Mustapha MAJDOUL, Cyril MEUNIER, Arnaud MOYNIER, Eric PASTOR, Thierry QUILES, Brigitte ROUSSEL-GALIANA.

Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Perla DANAN, Stéphanie JANNIN, Audrey LLEDO, Jean-Pierre RICO, Jean-Luc SAVY

Logement - Plan Logement d'abord - Attribution de subvention - Convention entre Montpellier Méditerranée Métropole, l'Etat, la Fondation Abbé Pierre et ADAGES pour le développement de la plateforme d'information sur les droits liés à l'Habitat - Autorisation

Monsieur Philippe SAUREL, Président, rapporte :

Le plan quinquennal pour le logement d'abord et la lutte contre le sans-abrisme (2018-2022) propose une réforme structurelle de l'accès au logement pour les personnes sans-domicile. Il répond au constat d'un sans-abrisme persistant en France et d'une saturation toujours croissante des dispositifs d'hébergement d'urgence dans les territoires.

Face à la complexification des dispositifs et des procédures, de nombreux ménages, en particulier les plus défavorisés et les plus éloignés des institutions, peinent aujourd'hui à faire valoir leurs droits liés à l'Habitat. Partant du constat que l'accueil juridique, apportant souvent une simple information, ne suffit pas et que l'accompagnement social est généralement mené en parallèle de ces démarches juridiques, l'Agence Occitanie de la Fondation Abbé Pierre a proposé de réunir les acteurs du territoire afin de travailler ensemble à une réponse concertée pour accompagner les familles dans leurs démarches juridiques et administratives.

Soutenus dans le cadre du Plan du Logement d'Abord au niveau local, quatre acteurs associatifs (GESTARE, ADAGES - La Maison du Logement, A.T.U et la Fondation Abbé Pierre) ont créé un lieu permettant d'accueillir les personnes en leur apportant un accompagnement renforcé à la fois juridique et social.

L'intervention de la Plateforme d'Accès aux Droits Liés à l'Habitat (ADLH) se fait en complémentarité des dispositifs existants. Elle effectue une expertise sociojuridique à destination des professionnels et réalise un accompagnement du public en binôme. Elle s'appuie sur un réseau d'avocats qu'elle a constitué et participe aux instances locales.

Son intervention se concentre sur trois thématiques liées au mal-logement :

- les expulsions domiciliaires : les ménages sont reçus à tout stade de la procédure et pour tout motif ;
- l'Habitat indigne : toute personne vivant dans un logement indécent, insalubre ou en situation de péril ;
- la loi Droit Au Logement Opposable (DALO) : de l'aide à la constitution du premier recours jusqu'au stade contentieux, le binôme accompagne le ménage souhaitant être reconnu prioritaire DALO ou Droit A l'Hébergement Opposable (DAHO), en vérifiant qu'il répond aux critères prévus par la loi.

La prévention des expulsions locatives ainsi que la mise en œuvre de la loi DALO sont au cœur de l'esprit de la politique du Logement d'Abord. En permettant le maintien dans le logement des ménages ou en anticipant leur relogement, l'objectif est d'éviter d'avoir de nouvelles personnes sans domicile fixe ou dans l'attente d'un hébergement alors même que les dispositifs AHI (Accueil, Hébergement, Insertion) sont saturés.

Préalablement initiée par la Fondation Abbé Pierre, cette action est conduite par ADAGES/Maison du Logement et soutenue financièrement par Montpellier Méditerranée Métropole, l'Etat et la Fondation Abbé Pierre.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le projet de convention 2019 à intervenir avec ADAGES, l'Etat, la Fondation Abbé Pierre et Montpellier Méditerranée Métropole ;
- décider de l'attribution d'une subvention d'un montant de 50 000 euros à ADAGES pour le développement en 2019 de la plateforme ADLH, dont 25 000 euros de crédits délégués de l'Etat au titre du plan Logement d'Abord et 25 000 euros de crédits propres de la Métropole ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 935 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 85 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

Mme Annie YAGUE.

Fait à Montpellier, le 04/10/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 4 octobre 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190930-100712-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 04/10/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Convention 2019 Plateforme ADLH

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.